

ÉGYPTÉ

Reprise aujourd'hui du procès Moubarak

Le procès de l'ex-président égyptien Hosni Moubarak au Caire, entamé début août, entre dans le vif des accusations aujourd'hui avec l'audition de témoins pour déterminer les responsabilités dans le meurtre de manifestants durant la révolte du début de l'année.

Contrairement aux premières audiences le 3 puis le 15 août, les débats marqués par l'image de l'ancien raïs, 83 ans, comparaisant allongé sur une civière, ne seront pas retransmis en direct à la télévision. Cette mesure a été décidée par le président de la cour pénale, le juge Amed Refaat, manifestement excédé par l'atmosphère survoltée régnant dans la salle lors de la précédente audience, en particulier parmi les avocats des plaignants. Après des séances relativement formelles, la session d'aujourd'hui doit se pencher sur la question de la responsabilité des tirs d'hommes embusqués contre des manifestants lors des événements de janvier et février, qui ont abouti à la démission de l'homme fort de l'Egypte. Selon le quotidien

gouvernemental *Al-Ahram*, «le tribunal va écouter quatre témoins à charge, dont le chef du service des communications au sein de la force de la sécurité centrale (anti-émeutes), et des officiers responsables des salles des opérations de la même force». La cour cherche à savoir si les ordres de tirer sur la foule ont été donnés sous la seule responsabilité du ministère de l'Intérieur, ou si M. Moubarak était aussi impliqué. L'ancien ministre de l'Intérieur Habib El-Adli est jugé en même temps que M. Moubarak pour la répression des journées d'insurrection populaire, qui ont fait officiellement près de 850 morts.

Leur responsabilité, si elle est démontrée, est passible de la peine de mort. M. Moubarak et ses fils Alaa et Gamal, jugés en même temps que lui, sont également inculpés pour corruption et enrichissement illicite. L'ancien président, qui souffrirait de problèmes cardiaques et de dépression, est en détention préventive dans un hôpital près du Caire. L'éventualité d'un cancer a fait l'objet d'informations contradictoires. Ses deux fils sont



L'ex-président Hosni Moubarak.

Photo : DR.

quant à eux détenus à la prison de Tora, dans la périphérie sud de la capitale. Un riche homme d'affaires proche de l'ancien clan pré-

sidentiel, Hussein Salem, est jugé par contumace dans le même procès. Trois avocats koweïtiens sont par ailleurs arrivés hier au Caire pour se joindre à la défense de Moubarak. Le chef de l'équipe, M^e Fayça el-Oteibi a affirmé à la presse à l'aéroport que deux autres de ses collègues sont attendus plus tard dans la journée au Caire.

«Nous sommes cinq avocats koweïtiens et nous sommes venus défendre Hosni Moubarak par gratitude» à l'égard de l'ancien président qui avait soutenu le Koweït lors de l'invasion irakienne en 1990. Le ministre égyptien de la Justice Abdel Aziz el-Guendi, cité hier par le journal indépendant *Al-Masri al-Youm*, a toutefois indiqué qu'aucune demande officielle d'avocats koweïtiens «n'a été encore déposée», et qu'il n'était pas acquis qu'ils puissent participer au procès aujourd'hui.

M. Moubarak est le premier dirigeant renversé par les révoltes qui secouent le monde arabe depuis décembre dernier à comparaître en personne devant la justice.

SYRIE

La répression se poursuit, Damas s'apprête à accueillir le SG de la Ligue arabe

Le régime syrien, en proie à une contestation qui ne faiblit pas, a accepté que le chef de la Ligue arabe Nabil al-Arabi se rende à Damas pour trouver un règlement à la crise dans le pays où la répression a fait 12 morts hier.

D'autre part, les médias officiels ont fait état de la mort de six militaires, trois civils et trois assaillants dans une embuscade à Maharda (centre) attribuée à une «bande armée». «J'ai été informé que la Syrie accueillait favorablement» une telle visite, qui aura lieu «probablement cette semaine», a déclaré M. Arabi dans une conférence de presse au siège de la Ligue arabe au Caire. «Je vais exprimer l'inquiétude arabe et je vais écouter».

M. Arabi devrait présenter une initiative arabe visant à régler la crise dans ce pays en proie à un mouvement de contestation du régime du président Bachar al-Assad qui se poursuit depuis la mi-mars malgré une répression sanglante. Réunis la veille au Caire, les ministres des Affaires étrangères arabes avaient appelé la Syrie à «mettre fin à l'effusion de sang et à suivre la voie de la raison avant qu'il ne soit trop tard», en exprimant leur «inquiétude face aux développements graves sur la scène syrienne qui ont fait des milliers de victimes et de blessés». Mais les délégués syriens auprès de la Ligue avaient rejeté ce communiqué en le qualifiant de «violation (...) claire des principes de la charte de la Ligue et des fondements de l'action arabe conjointe». Sur le terrain, des militants ont fait état de la mort hier de 12 personnes tuées lors d'opérations sécuritaires dans le nord-ouest et le centre du pays alors que les médias officiels faisaient état de neuf tués, dont six militaires, dans une embuscade dans le centre du pays. «Quatre personnes sont mortes à Karnaz, près de la ville de Mahradé (centre)», a déclaré Omar Idleb, porte-parole des Comités locaux de coordination (LCC), un des mouvements animant la contestation contre le régime du président Bachar al-Assad.

Dans la région d'Idleb (nord-ouest) «deux personnes ont été tuées à Khan Cheikhoun, trois à Tahtaya et une à Jabala, ainsi qu'une femme à Saraqeb, par des tirs des forces de sécurité qui menaient des opérations», a-t-il ajouté. En outre, «une personne a été tuée par des tirs des forces de

sécurité sur un bus dans la ville d'Idleb». Selon M. Idleb, «les opérations sécuritaires dans la région sont destinées à traquer le procureur général de Hama (centre) Adnane el-Bakkour», qui avait annoncé sa démission en dénonçant les exactions du régime. M. Bakkour avait annoncé sa démission dans une vidéo diffusée sur internet mercredi soir, mais les autorités ont démenti ses propos, affirmant que le procureur avait été enlevé et qu'ils avaient été arrachés sous la contrainte. L'agence de presse officielle Sana a pour sa part

fait état de la mort hier de six militaires et trois civils dans une embuscade dans le centre de la Syrie. «Un officier, cinq sous-officiers et trois civils ont été tués ce matin à Maharda (centre), dans une embuscade tendue par une bande armée qui a tiré sur un bus transportant des militaires et des ouvriers se rendant à leur travail», a rapporté Sana. L'embuscade a fait également 17 blessés, a ajouté l'agence, selon laquelle trois des assaillants ont été tués et un quatrième grièvement blessé par une patrouille de sécurité. Vingt-sept personnes ont été tuées vendredi et samedi dans des opérations des forces de sécurité et de l'armée à travers le pays. Selon l'ONU, les violences en Syrie ont fait au moins

2 200 morts depuis le début des manifestations contre le régime à la mi-mars, en majorité des civils, et selon les militants, plus de 10 000 personnes ont été arrêtées. Pour discuter d'un meilleur accès aux détenus et aux zones des violences, le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Jakob Kellenberger, se trouve depuis samedi en Syrie où il doit rencontrer le président Assad. La chef de la délégation du CICR à Damas, Marianne Gasser, a déclaré que le CICR avait pu se rendre dans des villes en proie aux troubles et s'est dit confiante dans les possibilités de pouvoir commencer à rencontrer des détenus. Lors de la dernière visite de M. Kellenberger en Syrie en juin, un accord

avait été conclu sur ces deux sujets, et cette nouvelle visite a pour objectif de «mesurer les progrès accomplis dans ces deux domaines depuis le mois de juin», selon un communiqué du CICR à Genève. Pour amener Damas à mettre fin à la répression, l'Union européenne a décrété vendredi un embargo sur les importations de pétrole syrien. Les pays européens représentent 95% des débouchés actuels du pétrole syrien.

La Russie, en revanche, a désapprouvé l'embargo, arguant que des sanctions unilatérales détruisaient «la possibilité d'une approche commune face à une crise». La Russie et la Chine sont opposées à des sanctions contre la Syrie.

SOMALIE

Conférence sécurisée à Mogadiscio pour parler de réconciliation nationale

Une conférence consultative, organisée sous l'égide des Nations unies pour discuter de l'avenir du gouvernement de transition (TFG) somalien, a débuté hier sous haute sécurité à Mogadiscio, moins d'un mois après le retrait des insurgés islamistes shebab de la capitale.

«Nous sommes ici pour discuter de l'avenir de notre pays après la fin de la période de transition», a déclaré le président somalien, Sharif Cheikh Ahmed, en ouvrant les débats vers 15h GMT (12h GMT). «C'est un jour historique et je souhaite que nos discussions apportent des idées crédibles pour mettre fin aux problèmes de la Somalie.» Le TFG, dont la conférence devrait s'évertuer à dessiner la fin, s'est montré incapable de ressouder un

pays en état de guerre civile depuis le départ du président Mohamed Siad Barre il y a 20 ans.

Aux côtés du gouvernement de transition, la conférence doit réunir jusqu'à mardi des responsables de la région auto-proclamée autonome du Puntland et d'autres territoires semi-autonomes. Ni le Somaliland, auto-proclamé indépendant en 1991, ni les shebab, qui contrôlent encore largement le sud et le centre du pays, ne sont en revanche

représentés.

La conférence se tient dans les locaux du Parlement, dont la sécurité est assurée par la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom). La police est chargée de contrôler les rues menant au bâtiment. Le gouvernement somalien a crié victoire au retrait des shebab de Mogadiscio le 6 août. Mais les rebelles, qui jurent la perte du TFG soutenu par la communauté internationale, ont affirmé qu'il ne s'agissait que d'une opération tactique.

La situation sécuritaire reste quoi qu'il en soit précaire dans la capitale somalienne. Un cameraman malaisien a été tué vendredi alors qu'il suivait une mission humanitaire. Il a été mortellement blessé par balle lors d'affrontements entre l'Amisom et des hommes armés.

Au cours de la conférence qui s'est ouverte hier, doivent être abordées les questions de réconciliation nationale, mais aussi de gouvernance ou encore de sécurité. En 20 ans, plus d'une dizaine de tentatives pour restaurer une autorité centrale ont échoué en Somalie, pays à forte tradition clanique, rongé par les luttes intestines.

Depuis sa mise en place en 2004, le TFG a lui-même vu défiler deux présidents et cinq Premiers ministres et son mandat initial de cinq ans a été prolongé deux fois. Soutenu à bout de bras par une

communauté internationale de plus en plus lasse, le TFG aurait dû disparaître en août, mais son actuel président, Sharif Cheikh Ahmed, et le président du parlement, Sharif Hassan Cheikh Aden, s'étaient mis d'accord en juin pour le maintenir encore un an. L'élection des prochains chef de l'Etat et président du Parlement devrait intervenir avant le 20 août 2012.

L'instabilité politique aggrave en Somalie les conséquences humanitaires de la sécheresse — la pire en des décennies selon l'ONU — qui dévaste la Corne de l'Afrique. La situation humanitaire du pays devrait d'ailleurs aussi être abordée au cours de la conférence, a encore indiqué le président somalien hier. Près de la moitié des dix millions d'habitants du pays auraient besoin d'aide et deux nouvelles régions du sud somalien — les Moyen et Bas Juba —, pourraient être déclarées en état de famine par l'ONU.

La présence des shebab dans le Centre et le Sud somaliens y entrave fortement l'acheminement de l'aide. Les insurgés continuent d'interdire l'accès aux zones qu'ils contrôlent à de nombreuses organisations humanitaires et les rares ONG présentes sur le terrain font face à un strict contrôle des rebelles.

Le Soudan du Sud décide de changer de capitale

Le gouvernement du Soudan du Sud a annoncé hier sa décision de changer de capitale, en renonçant à Juba pour Ramciel, une localité située dans le centre du pays. Dans une déclaration à la presse, le secrétaire général du gouvernement, Abdon Agaw, a affirmé que «le Conseil des ministres a décidé que la capitale serait transférée de Juba», dans le sud du pays, pour Ramciel.

Prise vendredi, cette décision doit encore être approuvée par le Parlement. Ce changement de capitale ne devrait pas conduire à des changements immédiats et le déménagement pourrait prendre des années. Le refus des autorités d'Equatoria centrale, l'Etat dont Juba est la capitale, de fournir les terrains dont le gouvernement a besoin pour agrandir la ville a influé sur cette décision, selon M. Agaw.

Le Soudan du Sud s'est séparé du Nord après avoir proclamé officiellement le 9 juillet son indépendance, consacrée par le référendum populaire tenu du 9 au 15 janvier dernier. Ce référendum a été dicté par l'accord de paix global (CPA) ayant mis fin en 2005 à de longues années de guerre civile entre le Nord et le Sud Soudan.